



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

MARCHE D'ACHAT DE FOURNITURES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCATP)

APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN

(passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique)

MARCHE PONCTUEL n° 2025-8655-003

Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la fourniture de pelle à chenilles métalliques avec blindage forestier pour usage en travaux forestiers pour l'Agence Travaux Lorraine Champagne-Ardenne.

Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts.
Direction territoriale Grand-Est.
Agence Travaux Lorraine Champagne-Ardenne.

Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire du marché est M Christophe FOTRE, Directeur Territorial Grand-Est de l'Office national des forêts.

SOMMAIRE

APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN	1
(PASSE EN APPLICATION DES ARTICLES L.2113-10 ET R.2113-1, L.2124-2 ET R.2124-2, R.2161-2 A R.2161-5 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)	1
M A R C H E P O N C T U E L N° 2025-8655-003.....	1
1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
1.1. POUVOIR ADJUDICATEUR	4
1.2. PERSONNE SIGNATAIRE DU MARCHÉ	4
1.3. PERSONNE EN CHARGE DE L'EXECUTION ET DU MARCHÉ	4
1.4. SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF PEUVENT ETRE OBTENUS	4
1.5. SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE TECHNIQUE PEUVENT ETRE OBTENUS	4
1.6. SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE TECHNIQUE PEUVENT ETRE OBTENUS	4
1.7. COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS	4
2 OBJET – DISPOSITIONS GENERALES	4
2.1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
2.2. PROCEDURE.....	5
2.3. CLASSIFICATION CPV	5
3 CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE	5
3.1. FORME DE L'ACCORD-CADRE.....	5
3.1.1. <i>Décomposition en lots</i>	5
3.1.2. <i>Modalités d'attribution de l'accord-cadre</i>	5
3.2. VARIANTES ET/OU PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE).....	5
4 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES.....	6
4.1. INFORMATIONS GENERALES :	6
4.1.1. LA PELLE :	6
4.1.2. BLINDAGE :	6
4.1.3. CABINE :	6
4.1.4. AUTRES EQUIPEMENTS :	6
4.2. OUTILS ATTELES ET RESEAU DE DISTRIBUTEUR ET DE REPARATEURS (SAV) :	7
4.2.1. BROyeurs SUSCEPTIBLES D'ETRE ATTELES A L'ENGIN :	7
4.2.2. RESEAU DE DISTRIBUTEUR ET DE REPARATEURS (SAV) :	7
4.3. FORMATIONS :	7
4.4. LIVRAISON :	7
5 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE	8
6 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	8
6.1. PASSATION DES COMMANDES	8
6.2. NATURE DES PRESTATIONS.....	8
CONFORMEMENT A L'ARTICLE 20.3 DU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES APPLICABLES AUX MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES LES RISQUES AFFERENTS AU TRANSPORT AINSI QUE LES OPERATIONS DE CONDITIONNEMENT, D'EMBALLAGE, DE CHARGEMENT, D'ARRIMAGE ET DE DECHARGEMENT INCOMBENT AU TITULAIRE DU MARCHÉ.	8
LES FOURNITURES DOIVENT ETRE LIVREES CONVENABLEMENT EMBALLEES PAR LE TITULAIRE DE MANIERE A CE QUE LES MARCHANDISES PUISSENT SUPPORTER, SANS DOMMAGE, LES RISQUES INHERENTS AU TRANSPORT.	9
LE TITULAIRE EST TENU DE TRANSMETTRE LES CONSIGNES DE LIVRAISON AUX PRESTATAIRES QUI EFFECTUERONT POUR SON COMPTE LA LIVRAISON ET DE PREVOIR LE PERSONNEL NECESSAIRE POUR SON EXECUTION.	9
EN CAS D'ECHANGE, DE RETOUR D'UN OU DE PLUSIEURS ARTICLES, LE TITULAIRE PREND A SA CHARGE LES FRAIS DE TRANSPORT CONFORMEMENT AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 6.3 DU PRESENT CAHIER.	9
LE TITULAIRE PREND A SA CHARGE LES TAXES ET ASSURANCES AFFERENTES.....	9
6.3. LIEUX ET MODALITES DE LIVRAISON.....	9
6.4. DELAIS DE LIVRAISON.....	9
7 CLAUSE D'EVOLUTION TECHNIQUE DES PRODUITS	9
8 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT	10

8.1.	UNITE MONETAIRE	10
8.2.	FORME ET CONTENU DES PRIX	10
8.2.1.	<i>Nature des prix</i>	10
8.2.2.	<i>Contenu des prix</i>	10
8.3.	VARIATION DANS LES PRIX	10
8.4.	MODIFICATION DANS LA MASSE DES PRESTATIONS	10
8.5.	MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT	10
8.5.1.	<i>Acomptes</i>	10
8.5.2.	<i>Facturation</i>	11
8.5.3.	<i>Transmission des factures</i>	11
8.5.4.	<i>Délai global de paiement</i>	11
8.5.5.	<i>Nantissement ou cession de créance</i>	12
9	PENALITES.....	12
9.1.	MODALITES DE RETARD DE LIVRAISON	12
9.2.	PENALITES POUR NON-CONFORMITE DES FORMALITES RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE	12
10	DROIT, LANGUE.....	12
11	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	13
11.1.	TRAVAILLEURS ETRANGERS.....	13
11.2.	TRAVAIL CLANDESTIN.....	13
11.3.	TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES.....	13
11.4.	PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR.....	13

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Direction Territoriale Grand Est, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 03798 dont le siège est au 5, rue Girardet – CS 65219 - 54052 Nancy Cedex.

1.2. Personne signataire du marché

La personne signataire de l'accord-cadre est M Christophe FOTRE, Directeur Territorial Grand-Est de l'Office national des forêts.

1.3. Personne en charge de l'exécution et du marché

La personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre est le directeur territorial Grand-Est agissant en vertu de la délégation de pouvoir n° 9200-21-DLG-JUR-035 du 18 janvier 2021 accordée par le Directeur général de l'O.N.F. aux directeurs territoriaux :

Christophe FOTRE
5 rue Girardet – 54000 Nancy

1.4. Service auprès duquel des renseignements d'ordre administratif peuvent être obtenus

Mme Victoria CHONAVEL
Assistante achats
5 rue Girardet – 54000 Nancy
Téléphone : 06.18.01.60.64 – Email : victoria.chonavel@onf.fr

1.5. Service auprès duquel des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus

ORTIZ-GARCIA Jesus
Responsable Unité de Production
Parc de Haye - 54840 VELAINES en HAYE
Téléphone : 06.21.66.54.51 – Email : jesus.ortiz-garcia@onf.fr

1.6. Service auprès duquel des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus

Service Achats
Cité administrative - 14 rue du Maréchal Juin
CS 50016 - 67084 STRASBOURG cedex
achats.grand-est@onf.fr

1.7. Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent comptable secondaire au siège de la direction territoriale.

2 OBJET – DISPOSITIONS GENERALES

2.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la fourniture de Pelle à chenilles métalliques avec blindage forestier pour usage en travaux forestiers pour l'Agence Travaux Lorraine Champagne-Ardenne.

L'exécution de ce marché est régie par le Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures Courantes et Services.

2.2. Procédure

Il s'agit d'un appel d'offres ouvert passé en application des articles L.2124-2, R.2124-2, R.2161-2 et suivants du code de la commande publique.

2.3. Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

29525000-5	Véhicules à chenilles
------------	-----------------------

3 CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

3.1. Forme du marché

Il s'agit d'un marché ponctuel composé d'un lot unique et ayant pour date de prise d'effet l'émission du bon de commande.

3.1.1. Décomposition en lots

Le marché ne permettant pas l'identification de prestations distinctes, il fait l'objet d'un lot unique.

Lots	Prestations Principales	Maximum de pelle / lot	Année de mise en service maximale	Nombre d'heure moteur	Lieux d'exécution
UNIQ UE	Fourniture de pelle à chenille avec blindage forestier à usage forestier \geq à 20T	1	\leq à 3 ans	0 à 2000	Agence Travaux LCA

3.1.2. Modalités d'attribution du marché

Le lot n'est attribué qu'à un seul et même soumissionnaire.

3.2. Variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Le marché prévoit 2 PSE facultatives décrites ci-après :

1. Godets
 - Godets de curage : 220cm orientable
 - Godets de terrassement : 120cm de largeur
2. Platine
 - Platine d'adaptation pour le broyeur Forest Tech (cf paragraphe 4.2.1)

Les variantes ne sont pas autorisées.

4 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES

4.1. Informations générales :

4.1.1. La pelle :

Base : Pelle à chenilles métalliques destinée à un usage forestier. C'est-à-dire que **les conditions d'utilisation de l'engin seront de 8 heures par jours (2 fois 4 heures), même en période de canicule (chaleur ambiante élevée).**

Puissance moteur minimum : 110kW

Tonnage : 20T minimum

Largeur : <3m

Débit hydraulique de la pompe de la pelle adapté à l'utilisation de broyeur en continue : qui demande à eux seuls un débit constant entre 200L et 250L/minutes à 320Bars selon modèle et utilisation.

Système de refroidissement de la pelle : adapté à une utilisation, forestière, intensive, dont l'équipement et circuit hydraulique, nécessitent un refroidissement performant afin de dissiper la chaleur accumulée lors d'opérations continues.

Eclairage : phares de travail avant arrière de type LED

4.1.2. Blindage :

- Remplacement et ou recouvrement des éléments de carrosseries fibres par des blindages
- Montage de protection de bloc de sécurité de vérins de flèche
- Montage protection distributeur/pied de flèche pour limiter l'introduction de feuillage
- Montage de bouclier latéral sur l'équipement pour protéger les flexibles
- Remplacement tôles inférieures par des renforcées
- Pare-brise avant blindée avec grille de démolition avant ainsi que sur le toit
- Grille de protection pour les éclairages de l'engin et équipement antennes GPS
- Le blindage devra protéger également la caméra de recul

Le blindage confectionné et installé devra être validé par le constructeur et offrir le même accès aux différentes parties de l'engin avec une manutention sécurisée pour le chauffeur (poids admissible de manutention pour un chauffeur seul), et ce dans le cadre des entretiens et ou nettoyages à réaliser dans le cadre de l'usage prévu en milieux forestiers (poussières/débris végétaux). La validation du constructeur sera retranscrite par écrit.

4.1.3. Cabine :

- Homologuée usine « FOPS/ROPS », grande visibilité et insonorisée
- Vitre latérale droite résistante aux projections (vitre, sans porte ni montant)
- Essuie-glace avant avec lave vitre.
- Siège confort suspendu électropneumatique réglable (hauteur, avancée, poids)
- Climatisation
- Autoradio Bluetooth
- La porte de la cabine sera équipée d'une serrure se fermant à l'aide d'une clé (ces portes seront de type renforcé)
- Extincteur intérieur
- Espace de rangement aménagé pouvant accueillir un objet de type glacière
- Joystick → boutons raccourcis configurables

4.1.4. Autres équipements :

- Caméra de recul
- Coffre à outils verrouillable
- Prise électrique 12 V extérieure côté réservoir (puissance demandée 10/15/20 watts + 1 prise électrique intérieur 10/15/20 watts)
- Coupe batterie
- Lame de nivelage et d'encrage

- Ventilateur de refroidissement de type réversible (fréquence ajustable selon conditions d'exploitations)
- Train de chenilles équipés de tuiles triples arrêtes,
- Système d'extinction et ou de protection contre les incendies (système à pulvérisation d'eau haute pression)
- Lot d'outillage de 1ere nécessité pour les interventions de maintenance journalière
- Equipements et accessoires nécessaires aux montages des outils désignés ci-dessous et réglages nécessaires à leur utilisation.
- Installation d'un dispositif anti-incendie
- Système de guidage 3D fixe compatible RTK et compatible radio UHF. Interface qui permet de faire de l'import-export de fichiers SIG vers le système de guidage. Contrat de maintenance comprenant les mises à jour, l'entretien courant et l'étalonnage. Assistance hotline avec prise en mains à distance, avec description de l'amplitude d'intervention et délai de réactivité. Dépannage sur site, description du périmètre d'intervention des techniciens et délai d'intervention.

4.2. Outils attelés et réseau de distributeur et de réparateurs (SAV) :

4.2.1. Broyeurs susceptibles d'être attelés à l'engin :

- FORESTECH DM15 : broyeur utilisé le plus fréquemment (annexe n°1)
- Broyeur TMC CANCELA THJ-100 et THJ-125 (annexe n°2)
- Broyeur TMC CNACELA THB-125 (annexe n°3)

Le constructeur devra certifier que l'engin est adapté à l'utilisation des broyeurs forestiers, décrits ci-dessus. Il devra être pleinement conscient que le diamètre des végétaux broyés varie de 0cm de diamètre à 30cm de diamètre.

4.2.2. Réseau de distributeur et de réparateurs (SAV) :

Le titulaire fournira une cartographie de son réseau de distributeurs et de réparateurs (SAV). Cette cartographie devra faire apparaître le rayon d'intervention des réparateurs.
Le dépannage en forêt doit pouvoir être réalisé par le titulaire.

4.3. Formations :

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser l'engin et les outils périphériques. Cette formation devra être dispensée avant la mise à disposition ou à la livraison du matériel dans les centres.

Cette formation portera au minimum sur :

- La mise en route ;
- La formation auprès des chauffeurs sur l'utilisation, les réglages à réaliser pour un fonctionnement optimum de la pelle et de l'accessoire utilisé et l'entretien préconisé par le constructeur dans le cadre de l'utilisation prévue avec mise en situation pour le personnel formé.
- Une attestation de formation devra être délivrée à l'issue de cette formation à chaque chauffeur.

4.4. Livraison :

Adresse de livraison : Parc à matériel 32 avenue du Douaumont 55100 Bras sur Meuse

À la livraison, la pelle et les outils périphériques seront dotés de :

- o La notice technique rédigée en langue française,
- o Le manuel d'utilisation des équipements (entretien et maintenance) rédigé en langue française, si un entretien sévéré est prévu compte tenu du type d'utilisation
- o Le cahier de recommandations du constructeur,
- o Le détail de l'entretien journalier de la machine,

- Le plein du réservoir de carburant,
- Le certificat européen de conformité (CE),

La mise en route de l'engin sera effectuée par le titulaire au moment de la livraison.

5 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement et le Bordereau des Prix Unitaires au présent marché ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Techniques Particulières (CCATP), conservé dans les archives de l'ONF, fait seule foi ;
- Les bons de commande émis dans le cadre du présent accord-cadre ;
- L'annexe n°1 (fiches techniques du broyeur qui sera attelé à l'engin le plus fréquemment)
- L'annexe n°2 (fiches techniques des broyeurs THJ susceptibles d'être attelés à l'engin)
- L'annexe n°3 (fiches techniques du broyeur susceptible d'être attelé à l'engin)

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

6 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHÉ

6.1. Passation des commandes

Les commandes sont passées au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commandes émis après acceptation des propositions de commande validées par le titulaire.

Aucune livraison ne doit être effectuée sans bon de commande.

Chaque bon de commande indique :

- l'identification des contractants ;
- la référence du présent marché : 2025-8655-003
- la date d'émission du bon de commande ;
- la désignation des fournitures ;
- leur quantité attendue ;
- le montant H.T. ;
- le(s) lieu(x) de livraison ;
- les dates de livraisons.

Les bons de commande sont adressés par courriel au titulaire, l'accusé de réception servant de point de départ au délai d'exécution des prestations

Si, dans un délai de 48 heures à compter de la date d'envoi du bon de commande au titulaire, l'ONF n'a pas reçu de réserve de ce dernier, le titulaire est réputé avoir accepté l'exécution de la commande.

Les bons de commande, signés par la personne chargée de l'exécution du présent marché ou son représentant, peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre. Les commandes émises en fin de marché pourront voir leur exécution se prolonger au-delà de la date d'expiration de l'accord-cadre. Dans ce cas, la durée d'exécution maximale des commandes sera de 2 mois.

6.2. Nature des prestations

Conformément à l'article 20.3 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures les risques afférents au transport ainsi que les opérations de

conditionnement, d'emballage, de chargement, d'arrimage et de déchargement incombent au titulaire du marché.

Les fournitures doivent être livrées convenablement emballées par le titulaire de manière à ce que les marchandises puissent supporter, sans dommage, les risques inhérents au transport.

Le titulaire est tenu de transmettre les consignes de livraison aux prestataires qui effectueront pour son compte la livraison et de prévoir le personnel nécessaire pour son exécution.

En cas d'échange, de retour d'un ou de plusieurs articles, le titulaire prend à sa charge les frais de transport conformément aux dispositions de l'article 6.3 du présent cahier.

Le titulaire prend à sa charge les taxes et assurances afférentes.

6.3. Lieux et modalités de livraison

Les livraisons doivent être effectuées pendant les jours et heures ouvrés, soit du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h30, sauf indication contraire portée dans le bon de commande.

Pour que la livraison soit acceptée l'engin devra être déposé en présence d'un agent de l'ONF. Le non-respect de cette clause dégage l'ONF de toute responsabilité concernant la marchandise livrée.

La vérification quantitative portera sur le nombre d'éléments. En cas de livraison incomplète, celle-ci devra être complétée dans les 15 jours calendaires suivant le jour de la vérification.

La vérification qualitative portera sur la conformité des fournitures par rapport aux prescriptions techniques stipulées ainsi que la qualité technique apparente des fournitures livrées. En cas de non-conformité des fournitures livrées ou de fournitures défectueuses, celles-ci devront être remplacées dans les 15 jours calendaires suivant le jour de la vérification.

Toute livraison effectuée dans un lieu différent de celui indiqué dans le bon de commande sera considéré comme non réceptionné.

6.4. Délais de livraison

Le délai de livraison de chaque lot sera proposé par le candidat dans son offre au travers de la fiche de renseignement.

Celui-ci ne pourra toutefois pas excéder 6 mois.

Il débutera à compter de la réception du bon de commande.

7 CLAUSE D'EVOLUTION TECHNIQUE DES PRODUITS

Si durant l'exécution du présent accord-cadre, l'article référencé subit une évolution technique, d'origine réglementaire ou non, conduisant à l'interruption de la production du modèle initialement retenu et donc son indisponibilité, le titulaire peut proposer un article en remplacement. De la même façon, s'il s'avère qu'un produit de meilleure qualité et/ou augmentant la sécurité des utilisateurs est mis en production, l'article référencé peut être modifié.

Les modifications techniques devront respecter au mieux les spécifications techniques de l'accord-cadre, nécessitant une acceptation préalable et écrite de l'ONF.

Par courrier, le titulaire devra adresser à l'ONF, dans un délai de trois mois avant la fin de production de l'article concerné, un dossier comprenant :

- Un justificatif d'obsolescence du produit rendant indisponible le maintien de la production de l'article référencé dans le présent accord-cadre ;
- Les spécifications techniques du produit proposé en remplacement ;
- Les différences techniques entre le produit remplacé et le nouveau produit proposé ;
- Son coût unitaire hors taxes, les évolutions techniques ne devront pas entraîner une hausse du coût unitaire du produit de plus de 10% ;
- La date de mise à disposition du produit remplaçant.

Dans un délai d'un mois à compter de la réception du dossier, l'ONF transmettra par courrier sa décision au titulaire d'accepter ou non le produit remplaçant proposé.
L'acceptation écrite vaudra application à la date de mise à disposition indiquée dans le dossier de remplacement sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant aux spécifications techniques.

8 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

8.1. Unité monétaire

L'unité monétaire de l'accord-cadre est l'euro.

8.2. Forme et contenu des prix

8.2.1. Nature des prix

Le présent marché est traité à prix unitaire.

Le prix est fixé dans le Bordereau des Prix Unitaires du titulaire.

Le prix de règlement de chaque commande est déterminé en affectant aux quantités constatées, le prix unitaire figurant au Bordereau des Prix Unitaires.

8.2.2. Contenu des prix

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix sont unitaires et réputés comprendre :

- Toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans le présent marché.
- La manutention, le conditionnement, l'emballage et le transport mais également les frais d'importation au retour de marchandise pour échange

8.3. Variation dans les prix

Les prix sont fermes.

8.4. Modification dans la masse des prestations

Dans le cas où des prestations autres que celles prévues dans le bordereau des prix unitaires s'avèreraient nécessaires :

- Soit les nouveaux prix seront créés par assimilation à ceux existants et aux mêmes conditions que celles de l'offre de base.

Dans le cas où ces prestations ne pourraient faire l'objet d'une telle assimilation, le titulaire devra proposer, avec justifications détaillées et devis à l'appui, ses nouveaux prix au pouvoir adjudicateur. Après contrôle, les parties arrêteront définitivement les nouveaux prix aux mêmes conditions que celle de l'offre de base. Les nouveaux prix pourront servir de base à la facturation d'autres prestations futures similaires.

- Soit par application des prix du ou des catalogues / tarifs publics applicables à l'ensemble de la clientèle, se rapportant aux prestations objet de l'accord-cadre et affectés du/des taux de remise portés/s à l'acte d'engagement.

Les nouveaux prix seront établis à valeur du mois d'établissement des prix de l'accord-cadre, et subiront les mêmes variations que les prix initiaux.

Le bordereau des prix unitaires sera éventuellement modifié en conséquence.

Limitation : Ces nouveaux prix ne pourront être créés que de manière exceptionnelle dans la limite de 10% du total de nombre de lignes apparaissant au BPU soit un total de 1 ligne.

8.5. Modalités essentielles de paiement

8.5.1. Acomptes

Sans objet

8.5.2. Facturation

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF **de façon dématérialisée** dans les conditions précisées ci-après.

Les factures comportent les informations suivantes :

- Le nom et l'adresse du titulaire ;
- Le numéro du présent marché : 2025-8655-003 ;
- Les références du bon de commande afférent
- Le nom du service destinataire ;
- Le SIRET du titulaire
- Le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- La ou les dates de réalisation des prestations
- Les prix HT, TTC et la TVA;
- Les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- La date d'établissement de la facture ;

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront rejetées par l'ONF.

Le titulaire ne pourra émettre les factures qu'à partir d'un seul numéro de SIRET, identifié dans l'encart « C - Identification et engagement du candidat » de l'acte d'engagement.

8.5.3. Transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro d'engagement juridique :
Bon de commande crée dans SAP et signé par l'ONF sous format 450XXXXXXX ou 470XXXXXXX.
- Numéro d'identification :
662043116 03798, SIRET mentionné sur le bon de commande.

8.5.4. Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire de l'accord-cadre sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 60 jours conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et du décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- Si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- Si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- Si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCAP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

8.5.5. Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

9 PENALITES

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer les pénalités suivantes.

9.1. Modalités de retard de livraison

Conformément à l'article 14.1.1 du CCAG FCS et lorsque les délais contractuels sont dépassés le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, la pénalité suivante :

$$P = V * R / 1\,000$$

dans laquelle:

P = le montant de la pénalité;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable;

R = le nombre de jours de retard.

Les pénalités sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant est inférieur à 50 € pour l'ensemble du marché.

Si les retards se prolongent au-delà de 30 jours ouvrés, le pouvoir adjudicateur peut annuler la commande relative à la prestation non réalisée. L'annulation de la commande ne fait pas obstacle à l'application des pénalités de retard.

9.2. Pénalités pour non-conformité des formalités relatives au travail dissimulé

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, si le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, il pourra lui être appliqué, après mise en demeure restée sans effet, une pénalité journalière de 100 € HT, dans la limite des amendes encourues, en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5, et de 10 % du montant de l'accord-cadre.

10 DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCAP seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté.

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

Tous les courriers adressés à l'ONF doivent également être rédigés en français.

11 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

11.1. Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

11.2. Travail clandestin

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution de l'accord-cadre, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

11.3. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront conformes à la réglementation en vigueur.

11.4. Pièces et attestations à fournir

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : www.actradis.fr